

Dans ce numéro...

www.defense.gouv.fr/irsem 2016 - Numéro 1

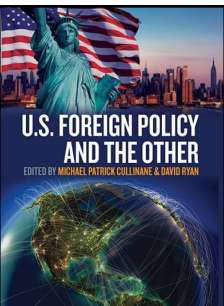
PORTRAITS DU MOIS.....P.3

Elyamine Settoul et Mathias Thura



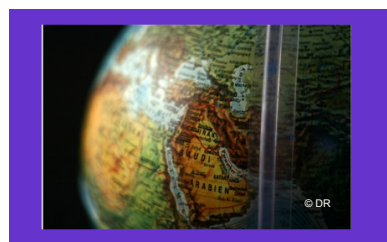
© N. Segal/IRSEM © DR

LIVRE DU MOIS



Michael Patrick CULLINANE, David RYAN (dirs)
U.S. Foreign Policy and the Other
New York, Oxford: Berghahn Books, 2015

DOSSIER STRATÉGIQUE..... P.4
Le poids des idéologies dans les enjeux stratégiques actuels au Moyen-Orient



OUVRAGES REÇUS.....P.19



ACTUALITÉS DE L'IRSEM ...P.29

- Publications de nos chercheurs
- Ouvrages publiés
- Jeunes chercheurs
- Vie de l'IRSEM

Cet ouvrage rassemble une collection d'articles édités par deux historiens, Michael Patrick Cullinane de Northumbria University (Newcastle) et David Ryan de University College Cork (Irlande). Dans la lignée des nombreux travaux récents sur les fondements idéologiques et culturels de la politique étrangère, il explore les liens entre la politique étrangère américaine et les représentations de « l'Autre », l'ennemi, à travers onze études de cas. Plusieurs auteurs s'intéressent en particulier à la formulation de la politique étrangère, un aspect essentiel aux États-Unis où le système politique associe étroitement le peuple à la conduite des affaires extérieures à travers le rôle du Congrès, comme le remarquait déjà (pour le déplorer) Alexis de Tocqueville au XIXe siècle. Un autre mérite de plusieurs contributions de ce recueil est d'étudier le lien entre la représentation de l'autre et une identité américaine en mouvement, constamment reconstruite au cours de l'histoire, puisque la nation américaine est par excellence la communauté imaginaire et donc imaginée, pour reprendre la définition classique de Benedict Anderson.

Le recueil rassemble, en plus des deux auteurs, neuf universitaires, tous histo-

riens (anglais, américains et irlandais, donc avec une perspective transatlantique), dont la plupart font déjà autorité dans leur spécialité, comme Walter Hixson (University of Akron) ou Lloyd Ambrosius (University of Nebraska-Lincoln). La question de départ est examinée sous différents angles : comment la construction de l'Autre a pesé sur la politique étrangère américaine à différentes périodes ; comment l'identité américaine s'est construite par cette définition-démarcation vis-à-vis d'un extérieur plus ou moins menaçant ; d'autres aspects sont également étudiés, comme la fabrication de la menace à différentes époques, ou encore la distorsion entre ces constructions et la réalité, distorsion qui a pu mener la politique étrangère des États-Unis à certaines erreurs stratégiques, comme au Vietnam ou encore en Irak (2003). On soulignera, entre autres, l'intérêt de la contribution de Walter Hixson sur le rôle de la violence dans la construction de l'identité américaine, étudié à travers l'exemple des guerres contre les Indiens et pour l'expansion territoriale, ou encore l'excellent chapitre de Marco Mariano sur l'importance de la Doctrine Monroe, texte fondateur de la diplomatie américaine et de la relation des États-Unis au monde, mais aussi marqueur de l'identité nationale américaine, construite d'abord par opposition à

l'Europe, puis incluant l'Europe pour définir la notion d'Occident (*the West*). On mentionnera également les points essentiels soulignés par Michaela Hoenicke Moore dans sa contribution sur « les Nazis et les débats de politique étrangère aux États-Unis », qui montre que les leçons tirées des années 1930 et de la guerre contre le nazisme ont aussi conduit à une glorification de l'intervention militaire par opposition à l'isolationnisme ou à « l'apaisement » de Munich (1938).

Au total, cette collection d'articles propose un apport riche et passionnant à l'étude de la politique étrangère

américaine, tout en soulevant de nouvelles pistes de recherche, en particulier sur les liens entre la nature de l'expérience américaine, l'identité nationale et les relations extérieures du pays.

Maya KANDEL

Responsable du programme

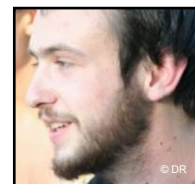
« mutations de la puissance américaine »





Elyamine SETTOUL, Mathias THURA

Post-doctorants à l'IRSEM



En 2012, **Elyamine Settoul** a soutenu une thèse en sociologie politique à l'Institut d'études politiques de Paris, réalisée en partenariat avec le CERI et l'IRSEM. Portant sur le phénomène d'engagement des militaires issus de l'immigration, son doctorat regroupait déjà ses thématiques de recherche d'aujourd'hui. Il a également poursuivi des recherches en tant que « Jean Monnet Fellow » au Robert Schuman Centre for Advanced Studies, à Florence. À la croisée de la sociologie militaire, des thématiques liées à l'immigration et la gestion de l'islam, ses travaux s'attachent à décrypter les évolutions institutionnelles et sociologiques des armées. Ses recherches actuelles se concentrent sur les logiques de radicalisation et la massification des phénomènes jihadistes au sein des jeunes occidentales.

Au cœur de problématiques de recherche qui font régulièrement l'actualité, il pourra, à l'IRSEM, apporter un éclairage pluridisciplinaire à une sociologie de la défense. Parmi ses nombreuses et futures publications, on compte sa thèse de doctorat qui sortira aux Presses Universitaires de Rennes (2016). Il a par ailleurs récemment publié un article dans la revue *Lien Social et Politiques* n°74 pour cet automne « Classes populaires et engagement militaire : des affinités électives aux stratégies d'intégration professionnelle » et plusieurs contributions à la revue des *Champs de Mars de l'IRSEM* publiée en juin 2015. À l'international, il s'est fait remarquer en mettant en lumière l'organisation croissante du fait musulman au sein des grandes armées occidentales. Il a notamment participé au dossier consacré à la gestion de l'islam militaire paru dans la revue *Religion, State and Society* début 2015: « "You're in the French Army now !" : Institutionalizing Islam in the Republic's army ».

Chercheur en sociologie, **Mathias Thura** a soutenu à l'EHESS fin 2014 une thèse portant sur la production des troupes de combat et sur le travail des fantassins. Cette recherche, financée par la DGA, s'intéressait tout autant à l'incorporation des techniques de combat qu'aux différentes modalités d'anticipation et de socialisation des fantassins aux combats « à venir ». Pour ce faire, il a observé le quotidien de travail des soldats en régiment, avant et après leur déploiement en Afghanistan.

Chargé de cours à l'Université Paris-Est-Créteil, puis ATER à l'Université de Nantes, il réalise à l'IRSEM un post-doctorat sur l'orientation et les trajectoires d'engagement des femmes militaires dans l'armée de terre. Par ailleurs, il coordonne un séminaire de recherche dédié à l'étude des conditions de production et à l'usage des savoirs sociologiques dans les armées.

De fait, Mathias Thura apportera une dimension tout à fait nouvelle au sein de l'IRSEM, grâce au point de vue original qu'il propose au sein du pôle Défense et Société. Il a coordonné, avec Christophe Lafaye et Alicia Paya Y Pastor, le numéro 27 de la revue *Champs de Mars* de l'IRSEM, paru en 2015 et intitulé « La pratique des sciences sociales en terrain militaire : une opération spéciale ? ». En 2014, il a publié dans la revue *Terrain*, l'article « "Dépêchez-vous d'attendre !" Travail militaire et socialisation au combat au sein d'une troupe de l'infanterie » (n°63).

Clarisse DUMAZY
Pôle publications

Le poids des idéologies dans les enjeux stratégiques actuels au Moyen-Orient

*Dirigé par Flavien BOURRAT,
responsable du programme « armées et appareils de sécurité dans le monde arabe »*

- **INTRODUCTION**

FLAVIEN BOURRAT

Responsable du programme « armées et appareils de sécurité dans le monde arabe »

- **L'IRAN APRÈS L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE : UNE RÉVOLUTION ACHEVÉE OU À VENIR ?**

CLÉMENT THERME

Membre associé du CETOBAC et du CADIS de l'EHESS

- **LES PARAMÈTRES IDÉOLOGIQUES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'AKP**

JEAN MARCOU

Professeur à l'IEP de Grenoble

- **IDÉOLOGIE ET INTÉRÊT NATIONAL : LE CAS DE L'ÉGYPTE**

TEWFIK ACLIMANDOS

Chercheur associé à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France

- **LES SPÉCIFICITÉS IDÉOLOGIQUES DE L'ÉTAT ISLAMIQUE DANS L'ESPACE JIHADISTE GLOBAL**

DOMINIQUE THOMAS

Chercheur associé à l'IISMM— EHESS

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.

Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.



INTRODUCTION

FLAVIEN BOURRAT

Responsable du programme « armées et appareils de sécurité dans le monde arabe », IRSEM

Dès lors qu'il citait Raymond Aron (« la conduite extérieure des États n'est pas commandée par le seul rapport des forces »), Stanley Hoffmann ajoutait que « les objectifs sont partiellement fixés par la nature du régime et par son idéologie » (Hoffmann, 1983). L'idéologie peut être comprise, selon la définition donnée par Tewfik Aclimandos¹, comme un système de valeurs et d'interprétation sélective et subjective de la réalité. De fait, les États, mais aussi les acteurs non étatiques du Maghreb et du Moyen-Orient, tout au long de la Guerre froide, ont tendu à positionner leur action extérieure suivant des critères plus ou moins calqués sur la forte polarisation idéologique, divisant alors le monde en deux camps. Cette vision s'est en particulier traduite en positionnements et en actes autour du paradigme révolutionnaire, départageant les promoteurs d'une rupture avec l'ordre étatique, social, et stratégique régional, et les partisans de son maintien. L'idéologie a, par conséquent, joué un rôle déterminant en termes de vision stratégique au sein des régimes se désignant comme révolutionnaires. À ce titre, l'avènement de la République islamique d'Iran en 1979 a constitué le moment idéologique par excellence, puisqu'il a opposé, à travers un changement radical et une vision inspirée par le millénarisme, deux conceptions du monde et de la région antagonistes et conflictuelles. Cette rupture s'est toutefois différenciée des grandes révolutions précédentes en ce sens que, tout en puisant dans le registre révolutionnaire classique, elle y a introduit un nouveau paramètre : le religieux. De fait, la Révolution iranienne a conféré une impulsion considérable au référentiel politico-religieux qui est devenu, à partir des années 1980, par le biais des courants islamistes, le marqueur dominant en matière de positionnement idéologique dans l'ensemble du monde arabe. Cette évolution a par ailleurs été facilitée par le délitement du nationalisme arabe, amorcé depuis 1967 et qui a abouti à son extinction en faveur de la Guerre du Golfe de 1991.

L'avènement de la période post-Guerre froide dans les années 1990, par contraste avec l'ère précédente, a paru favoriser le recul des paramètres idéologiques comme vecteur des positionnements stratégiques au Moyen-Orient. L'amorce d'une certaine décrispation autour des grands dossiers régionaux traduisait une volonté de sortir des lignes de fractures et d'affrontements qui avaient orienté les relations interétatiques pendant plusieurs décennies. S'estompait simultanément l'idée de promouvoir dans la région, si besoin par la force, un modèle d'organisation sociopolitique en rupture avec l'ordre antérieur. Le seul courant idéologique restant en phase ascensionnelle dans le monde arabe a finalement été l'islamisme, dans sa version politique ou jihadiste, sans qu'il parvienne toutefois à s'imposer sur la scène intérieure ou régionale. Cet agencement stratégique, marqué par une stabilité précaire et s'appuyant davantage que par le passé sur les principes de la *realpolitik*, a paradoxalement été remis en cause au début du XX^e siècle par une nouvelle *weltanschauung*, cette fois-ci entièrement venue de l'extérieur. La vision idéologique des néoconservateurs américains, portée par l'onde de choc suite à l'attentat du 11 septembre, a ainsi voulu imposer une refondation globale de l'architecture politico-stratégique du Moyen-Orient, à partir du cas irakien considéré à la fois comme matrice et laboratoire de cette rupture.

Les soulèvements en chaîne de 2011 dans le monde arabe, s'ils ont mis en évidence l'obsolescence des slogans mobilisateurs jadis inspirés par le haut, ils ont également révélé de puissants clivages concernant la nature de l'Etat et de la société, résultant de l'ouverture et de la mise en concurrence de l'offre politique. Mais plus encore, là où le processus de transition a conduit, sous l'effet de forces centrifuges et antagonistes, à des formes de désintégration sociale et étatique, ils ont réveillé ou exacerbé des lignes de fractures et de confrontations politico-identitaires, comme celle opposant sunnites et chi'ites. Il s'agit d'une évolution majeure et probablement durable, même si les polarisations binaires (sunnites/chi'ites, islamistes/sécularistes, etc.) ne suffisent pas tou-

Le poids des idéologies dans les enjeux stratégiques actuels au Moyen-Orient

jours – comme dans le cas libyen – à expliquer les nouveaux rapports de force. À partir de là, la nouvelle donne politico-stratégique découlant de ces événements au Moyen-Orient conduit à plusieurs interrogations quant à l'influence du facteur idéologique sur les rapports de force en cours, dont le conflit syrien apparaît comme le terrain d'action privilégié.

La première est de savoir s'il existe à l'heure actuelle, idéologiquement parlant, une autre construction référentielle que l'islamisme ? Tout en étant tenté de répondre par la négative, on constate en même temps que, là où ce courant a été porté au pouvoir, une tension existe sur la place que doivent occuper les paramètres idéologiques dans les grandes orientations stratégiques et la diplomatie, et celle qui revient à la *realpolitik*, c'est-à-dire à la défense des intérêts nationaux. Cette dichotomie continue à peser d'un poids déterminant sur la politique extérieure de l'Iran - qui reste l'Etat le plus idéologisé du Moyen-Orient - opposant une nécessité révolutionnaire, toujours vivace car elle constitue le ciment de la légitimité de la République islamique, au double impératif de la défense des intérêts vitaux de la nation iranienne et de son influence extérieure. Dans le même esprit, le gouvernement AKP en Turquie semble osciller entre une approche idéologiquement orientée, et donc partisane, des problématiques régionales et une démarche plus prosaïque se revendiquant autant de l'héritage ottoman que du nationalisme turc moderne. Un constat s'impose : l'idée d'un modèle pour le monde arabe, entre islamisme et démocratie, avec pour matrice l'expérience de l'AKP et s'étendant grâce à l'arrivée au pouvoir de formations islamistes dans certains pays de la zone, semble avoir fait long feu. En fin de compte, cette vision d'un Moyen-Orient *new age* en rupture radicale avec les référents politiques, étatiques et sociétaux des décennies précédentes, semble avoir davantage séduit dans le monde occidental (Bessis, 2015) qu'au sein même du monde arabe.

La vision internationaliste – ou perçue comme telle – des mouvements de type Frères Musulmans se heurte à une forme de nationalisme. Celui-ci, défendu au sein de « l'Etat profond » et parfois relayé de manière plus ou moins confuse par les opinions publiques, ne s'exprime plus dans sa version panarabiste, mais dans le registre de la défense de l'État-nation contre ses ennemis réels et supposés, là où ce dernier bénéficie d'une assise ancienne et relativement solide. Cette vision peut apparaître soit sur un mode relativement ouvert, dans le cas par exemple de la promotion de la « tunisianité », soit dans un registre davantage exclusif et martial comme en Égypte. Contre toute attente, des identités nationales, fragiles et imprécises, parviennent à subsister là où l'État qui était censé les incarner est en cours d'effondrement et de fragmentation. Ce sentiment, constaté dans les pays en proie à la guerre civile (Syrie, Iraq, Yémen, Libye), ne peut cependant prétendre s'imposer face aux antagonismes confessionnels et identitaires dominants.

L'intrusion de l'Organisation de l'État Islamique sur la scène moyen-orientale, à travers notamment sa remise en cause des constructions étatiques et nationales existantes, entraîne-t-elle une modification en profondeur des positionnements et des rapports de force entre puissances régionales ? Vu sous l'angle idéologique, ce mouvement, qui fournit peu - contrairement à son rival Al-Qaïda - de productions conceptuelles et théologiques, constitue une évolution dans le champ du salafisme-jihadiste. En effet, s'il s'inscrit dans une vision eschatologique – l'avènement du Califat - et un mode d'action – la violence extrême - propres à ce courant, il s'autoproclame en même temps un Etat, avec ses prérogatives, ce qui est contradictoire avec la doctrine dont il se réclame, d'où le défi nouveau qu'il représente pour l'ensemble des acteurs, étatiques ou non, engagés sur le terrain stratégique moyen oriental.

Note

¹ Voir l'article de Tewfik Aclimandos dans le présent dossier (p.15): *Idéologie et intérêt national: le cas égyptien*.

Bibliographie

Bessis S., 2015, « *La double impasse : l'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchand* », La Découverte.

Hoffmann S., 1983, « Raymond Aron et la théorie des relations internationales », *Politique étrangère*, Vol. 48, n° 4, p.845.



L'IRAN APRÈS L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE : UNE RÉVOLUTION ACHEVÉE OU À VENIR ?

CLÉMENT THERME

Membre associé du CETOBAC et du CADIS de l'EHESS

La signature par l'Iran et le groupe des 5+1 du Plan d'action global conjoint à Vienne le 14 juillet 2015¹ vient contredire les analyses des néoconservateurs occidentaux qui plaçaient l'Iran dans « l'axe du mal ». Selon cette perspective prédominante pendant l'Administration Bush aux États-Unis (2000-2008) et en France depuis le milieu des années 2000, la République islamique d'Iran est définie comme un Etat « infréquentable » non pas en raison de la dimension idéologique de sa politique étrangère, mais de la nature de cette idéologie. En effet, vu du monde occidental, le rejet de l'existence d'Israël ou la négation de l'holocauste par des dirigeants iraniens constituent des lignes rouges diplomatiques. Face à cette perception réductrice du régime iranien, les autorités de Téhéran développent un discours qui insiste sur la dimension islamique et de recherche de la justice par l'Iran sur la scène internationale.

Pour comprendre la politique étrangère iranienne depuis la Révolution islamique, il s'agit de prendre en compte à la fois le processus d'idéologisation de la religion, consécutif à la Révolution, et le phénomène paradoxal d'étatisation du religieux avec l'émergence de la République islamique d'Iran. Si, pendant la première décennie révolutionnaire, l'État se construit autour d'un régime idéocratique, force est de constater que dès la signature du cessez-le-feu qui met fin à la Première Guerre du Golfe (1980-1988), l'on observe un rééquilibrage dans la politique étrangère iranienne entre la poursuite de principes idéologiques et la défense des intérêts de l'Etat. Cela se traduit par la marginalisation des plus radicaux et par la mise en œuvre du principe de discernement (*maslahat*) dans la prise de décision au sommet de l'Etat iranien. Cependant, ce rééquilibrage vers une mise en œuvre pragmatique des valeurs de la Révolution islamique ne signifie pas pour autant la disparition du référentiel idéologique. Certains analystes ont alors confondu la phase d'ajustement que traversait alors la République islamique avec un « thermidor » significatif de la fin de la Révolution islamique. Cette analyse est clairement contredite par l'arrivée à la présidence d'Ahmadinejad en 2005. Autrement dit, les faits sont têtus et l'annonce de la fin de la Révolution islamique est un phénomène récurrent depuis l'émergence de la République islamique en 1979.

L'élection à la présidence d'Hassan Rouhani s'est construite autour d'un programme de développement économique et d'intégration de l'Iran dans la globalisation. Le défi auquel sont désormais confrontées les élites politiques de la République islamique est de concilier ouverture économique et maintien des spécificités du régime politique. En effet, si la Révolution n'est pas terminée, il n'en reste pas moins qu'au sein de l'*establishment* iranien, il existe des interprétations divergentes sur l'héritage idéologique légué par le fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeyni. Pour les « modérés » et les réformistes, la pensée khomeyniste est une source d'inspiration qui doit être interprétée en fonction des intérêts du système (*nezam*), alors que pour les principistes (*osulgarayan*), les lignes directrices idéologiques sont l'horizon indépassable de la politique iranienne.

Autrement dit, il existe une divergence entre ceux qui défendent l'État en premier et ceux qui privilégient la dimension révolutionnaire. Les défenseurs de l'Etat se retrouvent principalement au sein des institutions élues depuis l'accession à la présidence de Rouhani en 2013. Ils sont qualifiés de « modérés » et reprennent peu ou prou l'héritage de l'administration Rafsandjani (1989-1997) et Khatami (1997-2005). Ils estiment que depuis l'Accord sur le nucléaire de juillet 2015, il est nécessaire de trouver un *modus vivendi* à la fois pour éviter le retour des taliban en Afghanistan et le risque d'extension du radicalisme jihadiste sunnite en Syrie et en Irak. Selon cette perspective, l'administration Obama est un partenaire possible pour des coopérations tactiques comme on l'a vu entre les milices chiites et l'armée américaine dans la lutte contre le groupe État islamique en Irak.

Le poids des idéologies dans les enjeux stratégiques actuels au Moyen-Orient

Ensuite, les groupes politiques qui soutiennent l'idéal révolutionnaire comme impératif de politique intérieure et sur la scène régionale se retrouvent principalement au sein du bureau du Guide, des Gardiens de la Révolution et des conservateurs idéologiques. De leur point de vue, l'accord de Vienne de juillet 2015 n'est qu'une trêve dans la confrontation entre la « civilisation de l'Iran islamique » et l'Occident. Il y a ici la perception d'un risque existentiel face à la boîte de pandore que constituerait l'ouverture économique vers les États-Unis entraînant mécaniquement une intrusion culturelle, politique et sécuritaire occidentale. Cette vision idéologique de l'Occident reste présente au sein des élites politiques iraniennes mais semble minoritaire au sein de l'opinion publique.

Aussi, en raison de sa popularité, l'accord de Vienne est une étape historique vers la réintégration de l'Iran au sein de la « communauté internationale ». Néanmoins, le règlement diplomatique de la question nucléaire est une condition nécessaire mais pas suffisante pour la normalisation de la position régionale de l'Iran. En ce sens, les élections parlementaires et pour l'Assemblée des experts de février 2016 seront un test pour le renforcement de la faction « modérée » du président Rouhani et pour sa capacité à imposer sa vision de la Révolution islamique à ses rivaux politiques. De même, la mise en œuvre de coopérations économiques avec les entreprises européennes pourrait lui permettre de faire valoir sa vision plus inclusive de la Révolution auprès d'une opinion publique favorable à la priorité donnée à l'économie dans la politique étrangère. Finalement, la capacité du président Rouhani à créer des liens avec la diaspora iranienne sera également un signal de la sortie d'une idéologie révolutionnaire exclusiviste vers la réalisation d'un processus de réconciliation et d'unité nationale.

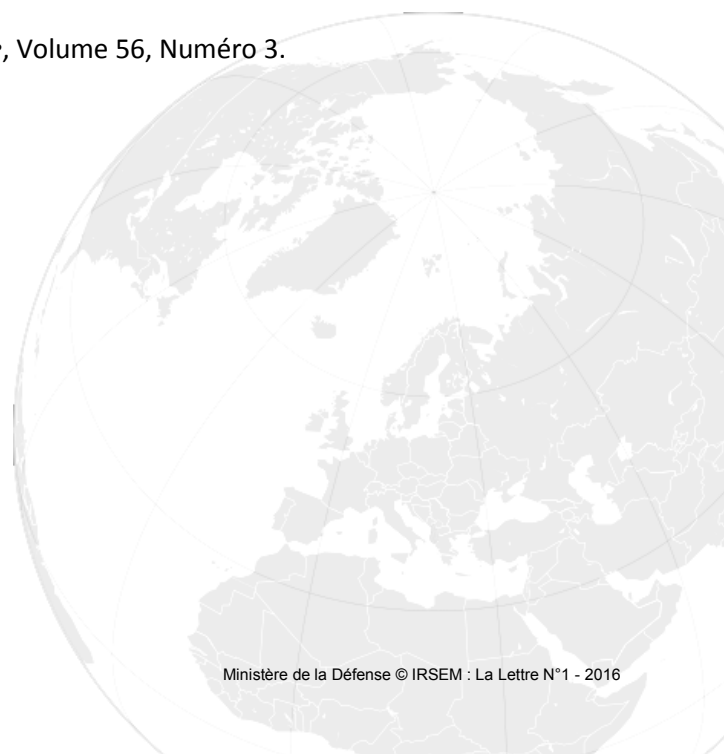
Notes

¹ Voir [le texte de l'accord et de la déclaration conjointe entre le ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, Javad Zarif et la Haute Représentante pour l'Union européenne, Federica Mogherini](#).

Références bibliographiques

Hourcade B., 5 octobre 2015, « [Les fondements de la politique iranienne en Syrie](#) », *Orient XXI*.

Bayart J.-F., 1991, « Thermidor en Iran », *Politique étrangère*, Volume 56, Numéro 3.



LES PARAMÈTRES IDÉOLOGIQUES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'AKP

JEAN MARCOU

Professeur à l'IEP de Grenoble

Il est toujours périlleux de vouloir lire la diplomatie d'un pays, en s'en remettant au programme, voire à l'idéologie de ceux qui le gouvernent. Une politique étrangère est généralement tributaire de contingences géographiques, économiques et militaires lourdes qui, le moment venu, favorisent la continuité des fondamentaux, plutôt qu'elles n'encouragent l'affirmation d'orientations politiques marquées. La politique étrangère de l'AKP n'a pas fait exception à la règle, avant d'être, il est vrai, rattrapée par certaines préoccupations d'ordre idéologique.

Réconcilier un peuple musulman avec sa diplomatie

Lors de sa première législature au pouvoir (2002-2007), alors même que l'armée restait un acteur politique majeur du système, le nouveau gouvernement de l'AKP s'est surtout employé à rassurer ceux qui le suspectaient d'avoir un agenda islamiste caché, en poursuivant la politique pro-occidentale de ses prédécesseurs laïques et en parvenant même à ouvrir, en 2005, des négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Les choses ont commencé à changer à partir de la législature suivante (2007-2011), inaugurée par une reconduite triomphale de l'AKP au gouvernement, après une défaite cinglante de l'armée et des kémalistes qui avaient joué un rôle central dans la détermination de la politique étrangère de la Turquie depuis la fondation de la République. Si, dès 2002, le pays a connu une mutation diffuse de son appareil diplomatique (transformation de son personnel et de certaines structures institutionnelles), les indices d'un changement affectant les orientations mêmes de sa politique étrangère ne se manifestent ouvertement qu'à partir de 2007, avec le développement d'une stratégie multidimensionnelle, l'affirmation d'une politique de bon voisinage et l'ambition de jouer un rôle de médiateur des conflits régionaux. Ces postures diplomatiques sont bientôt portées, après une nouvelle victoire électorale de l'AKP (aux élections locales de mars 2009), par leur inspirateur en personne, Ahmet Davutoğlu, lorsqu'il devient enfin (en mai 2009) ministre des Affaires étrangères. Il est sûr que l'inflexion de la diplomatie turque révélée alors découle de phénomènes de fond incontournables (notamment fin du monde bipolaire, affirmation de la puissance économique et militaire du pays), mais elle est aussi la conséquence du changement politique intérieur survenu au cours de la dernière décennie. Ainsi, lorsque le nouveau chef de la diplomatie turque affirme vouloir accroître la « profondeur stratégique » de son pays, il entend également concrétiser le désir d'une relation renouvelée avec ses alliés occidentaux et son environnement régional (en particulier le monde arabo-musulman), qui se serait exprimé dans les urnes, à l'occasion des victoires de l'AKP. À partir de cette époque l'idée de réconcilier les Turcs avec leur diplomatie est ainsi sans cesse réaffirmée, idée longtemps confisquée par une élite politico-militaire, déconnectée des aspirations profondes de la population. Dès lors, les paramètres idéologiques de la politique étrangère de la Turquie ne font que s'accroître.

La diplomatie d'un pays musulman

Le premier événement symptomatique, à cet égard, a concerné la question palestinienne. Après avoir tenté d'user de sa relation privilégiée avec Israël (notamment en 2007-2008 pour favoriser un règlement politique du conflit syro-israélien), Ankara bascule dans une opposition déclarée à l'égard de l'État hébreu, à l'issue de l'opération « plomb durci » de Tsahal à Gaza (décembre 2008 - janvier 2009), puis de l'arraisonnement du *Mavi Marmara* (mai 2010). Lors du fameux incident du "one minute", qui l'oppose à Shimon Peres au forum de Davos (en février 2009), Recep Tayyip Erdoğan se pose en défenseur des musulmans du Moyen-Orient, face à la répression israélienne et au silence complice des Occidentaux et des pays arabes modérés. La dégradation de la relation turco-israélienne se traduit aussi par une reconnaissance du Hamas, considéré par le leader de l'AKP « non comme un mouvement terroriste », mais comme une organisation « de résistants qui luttent pour défendre leur terre ». Il est significatif d'observer qu'à l'époque cette posture musulmane décomplexée est perçue comme un tournant idéologique de la diplomatie turque par l'opposition kémaliste et nationaliste, et qu'elle ne fait pas l'unanimité au sein même de la mouvance gouvernante, notamment dans ses franges les plus modérées. Certaines figures de proue de l'AKP (le président Abdullah Gül notamment) se montrent en effet beaucoup moins empressées auprès du Hamas, et le mouvement Gülen émettra de vives critiques à l'égard du comportement « téméraire » de l'ONG islamique IHH, qui a affrété le Mavi Marmara, pour forcer le blocus de Gaza, avec les conséquences que l'on connaît. Cela n'empêche pas le gouvernement turc de jouer un rôle de rassembleur de la cause palestinienne, pour rapprocher le Fatah et le Hamas.

Cette dimension idéologique musulmane apparaît aussi dans la politique du « zéro problème avec nos voisins », généralisée par Ahmet Davutoğlu à partir de 2009. Alors que sa candidature à l'Union européenne s'enlise, la Turquie donne l'impression de changer d'axe et de se tourner vers l'est. Son ouverture à son environnement arabo-musulman est souvent brandie par les dirigeants de l'AKP comme l'alternative à une intégration occidentale qui, pensent-ils, leur est refusée par Bruxelles, pour des raisons essentiellement culturelles et religieuses.

Une diplomatie néo-ottomaniste ?

Ce retour vers l'Orient et la solidarité religieuse sunnite qui en découlerait doivent être toutefois accueillis avec prudence. Après un engouement passager pour le « modèle turc », le monde arabe sunnite a retrouvé sa méfiance traditionnelle à l'égard de ce grand voisin encombrant, bien illustrée par le refus opposé à ses offres de services lors de la crise yéménite en 2015. Quant à la complaisance d'Ankara à l'égard de l'organisation de l'État Islamique en Syrie avant les attentats de 2015, elle apparaît plutôt avoir été guidée par des préoccupations stratégiques (contrer la montée en force des Kurdes) que par une convergence à proprement parler idéologique. Recep Tayyip Erdoğan est d'ailleurs désormais dénoncé comme *tağut* (déviant) par l'organisation jihadiste.

La nouvelle politique étrangère de l'AKP, notamment sa stratégie de bon voisinage, a aussi souvent été analysée comme un phénomène néo-ottomaniste, visant à restaurer une influence turque dans les zones d'expansion de l'Empire déchu. Si les dirigeants turcs ont démenti cette approche, Ahmet Davutoğlu en particulier l'estimant aussi absurde que celle qui verrait en l'unification européenne une tentative de restaurer l'Empire romain, ils lui ont prêté le flanc par certaines initiatives significatives (séjour en août 2011 du même Ahmet Davutoğlu pendant le Ramadan, « chez lui »... à Sarajevo, ou réception par lui encore des descendants de la dynastie ottomane à l'ambassade de Turquie, à Londres, en mars 2013). Mais dans l'ensemble, cette geste néo-ottomane

Le poids des idéologies dans les enjeux stratégiques actuels au Moyen-Orient

semble plutôt avoir été à usage interne, s'attachant à rendre aux Turcs la fierté d'un passé ottoman longtemps refoulé.

Sur le plan international, en réalité, certaines initiatives de Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu se sont en revanche souvent teintées d'un anti-occidentalisme, confinant parfois à une sorte de néo-tiers-mondisme brandi par une diplomatie émergente. L'exemple le plus significatif est en l'occurrence la signature en mai 2010 d'un accord tripartite (Iran, Turquie, Brésil), présenté comme une alternative aux sanctions américaines dans le dossier nucléaire iranien. La politique africaine de la Turquie a également offert de nombreux exemples en la matière. Ainsi, en janvier 2013, visitant au Sénégal l'île de Gorée, ancienne plateforme du commerce triangulaire, Recep Tayyip n'hésite pas à s'écrier : « Voyez c'est cela l'impérialisme occidental, ils ont agi par cruauté ». La réaction du fondateur de l'AKP est aussi très révélatrice quant au renversement en 2013 du président égyptien, Mohamed Morsi, trop mollement dénoncé par des Occidentaux une fois de plus « complices ». Enfin, l'impasse de la crise syrienne depuis 2011, a souvent vu Erdoğan s'en prendre au système international et en particulier à l'impuissance du Conseil de sécurité de l'ONU, dénoncé comme un cartel de puissances impérialistes, qui serait désormais en décalage total avec l'état du monde contemporain.



IDÉOLOGIE ET INTÉRÊT NATIONAL : LE CAS DE L'ÉGYPTE

TEWFIK ACLIMANDOS

Chercheur associé à la Chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France

Idéologie, ici, doit être compris au sens modeste du terme : un système relativement cohérent voire organisé de valeurs et de lecture du réel et du vécu historique, permettant de simplifier la réalité au risque de la déformer, de sélectionner des éléments dans le réel et d'en exclure d'autres, de privilégier certaines interprétations au détriment d'autres et de se guider dans les dédales de la complexité humaine. L'idéologie, dans ce sens, est à la fois nécessaire et dangereuse¹. L'intérêt national, pour paraphraser Raymond Aron, peut être perçu comme un « critère d'action » ou comme le but d'une recherche. Dans le premier cas, il se veut scientifique, donné, durable, permettant d'évaluer les différents choix. Dans le second cas, sa définition est le fruit, à la fois ultime et temporaire, d'une multitude de débats ou d'interactions conflictuelles opposant différentes conceptions et intérêts.

L'Égypte a été depuis 1952 le théâtre d'un affrontement entre deux grands récits incompatibles, ceux du nationalisme musulman et de l'islamisme (Aclimandos, 2001). On peut affirmer, en simplifiant beaucoup, que le conflit oppose ceux qui croient qu'un bon musulman peut et doit aimer l'État-nation dans lequel il vit, et ceux qui croient que cet État-nation suscite, induit, exige des choix, des pratiques et des solidarités incompatibles avec l'appartenance à la *Umma* de l'islam. On peut toutefois ajouter que le nationalisme musulman a évolué dans le temps, car l'Égypte, la région et le monde ont changé, tout comme le système d'alliances dans lequel s'insère le pays et le rôle assumé par lui. Le nationalisme de Nasser n'est pas celui de Moubarak, qui n'est pas celui d'al Sissi. Il s'est islamisé et est devenu plus défensif. On le disait moribond, mais le danger qu'ont représenté les Frères Musulmans et leurs pratiques, aux yeux de ses promoteurs, lui ont donné un second souffle.

Le nationalisme musulman est l'idéologie de l'État-nation égyptien, avec des variantes différentes selon les moments et les acteurs individuels et institutionnels. Cette idéologie dessine le périmètre dans lequel se meuvent les « communautés de la politique étrangère, du renseignement et de la défense », structure leur langage, leur vision du monde et les débats internes les traversant. La prédominance de la « sécuritocratie » à la tête de l'Égypte, son incontestable domination politique, sociale et épistémique, combinée à divers autres développements historiques, ont induit différentes inflexions et changements thématiques et conceptuels à l'intérieur de ce périmètre. Pour ne prendre qu'un exemple, l'utilisation du concept de « sécurité nationale » comme argument massue légitimant soit la priorité accordée à tel ou tel sujet, soit l'exclusion ou l'abandon de tel autre, est montée en flèche au fil des années. Même les Frères Musulmans et les salafistes ont affirmé que la défense des « essences identitaires » était une question de sécurité nationale.

Le livre de Nasser, *Philosophie de la révolution* (1953) dans lequel il expose son projet politique, constitue un bon point de départ pour appréhender cette configuration idéologique nationaliste³. Le *Rais* y parle d'une « vocation de l'Égypte » et du rôle qu'elle doit jouer au sein de trois cercles : l'arabe, l'islamique, l'africain. Par contre, la non mention d'un cercle méditerranéen est ici très significative. Pour Nasser, le cercle islamique ne permet pas de secréter parmi ses agents, une communauté d'objectifs stratégiques, d'intérêts et de vues. Mais il peut fonder des solidarités, des fraternités, être le champ d'échanges, etc. Cette vision vaut *a fortiori* pour le cercle africain, vital parce que le Nil y puise ses sources, et parce qu'il s'est souvent opposé aux diktats des grandes puissances. Par contre, le cercle arabe est objectivement porteur d'une unité plus ou moins fusionnelle d'objectifs, d'intérêts, et surtout de destin existentiel. Une lecture du texte de Nasser met en évidence un non-dit : la dichotomie « amis absolus/amis politiques » et « ennemis absolus/ennemis politiques ». Les ennemis ab-

solus ne perdent jamais leur statut, même si le contexte impose un commerce d'une nature ou d'une autre avec eux, même si la meilleure manière de conduire la guerre contre eux passe par l'instauration de la paix. Les amis absolus ne perdent jamais ce statut, même s'ils sont dirigés par des équipes hostiles à l'Égypte, qui font montre d'une « fausse conscience ». Nasser a tenté de donner un fondement sinon laïc, du moins géopolitique « objectif » à ces méta-amitiés, ces métras-inimitiés et à la primauté absolue du cercle arabe, et de les expliquer par une compatibilité/incompatibilité essentielle et permanente des intérêts. Cependant, son argumentation très intéressante est fragilisée parce qu'elle n'a rien à dire « contre le test de l'expérience ». Il disqualifie de manière convaincante le cercle islamique parce que « cela ne marche pas » et on peut montrer que son argumentation vaut pour le cercle arabe. Par ailleurs, qui dit « essence » et « permanence » sous-entend que l'argumentation est scientifique et que tout désaccord sur ces notions, leurs conséquences sur ce discours, relève de la fausse conscience ou de la mauvaise foi. En d'autres termes, l'intérêt national est un critère d'action et non l'objectif d'une recherche. On peut souligner le fait paradoxal que le rapport à la question des eaux du Nil est le seul élément qui corresponde un peu à cette conception scientifique de l'intérêt national. Plus subtilement, tout ce qui filtre des débats internes aux communautés de politique étrangère, de défense et de renseignement, montre que la question, corollaire de celle des essences, de la durée et du temps long est toujours omniprésente. Pour ne citer que deux exemples provenant de l'actualité immédiate, les analystes et décideurs égyptiens se demandent si Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine sont des phénomènes passagers, qui ne justifient pas des réalignements en profondeur, ou si eux, leurs régimes et leurs conceptions stratégiques sont là pour durer. Ceux qui pensent qu'ils ne dureront pas sont partisans d'une gestion diplomatique n'engageant pas irrémédiablement l'avenir.

Les choses ont bien changé depuis Nasser et Sadate. Le nationalisme musulman est devenu plus « islamisé ». Les évolutions internes aux cercles arabe et islamique ont suscité deux nouveaux aménagements. D'une part, si l'immense popularité de Nasser auprès de « la rue arabe » permettait de croire en la possibilité d'une unité arabe, il est clair aujourd'hui que présupposer une communauté d'intérêts ou de conceptions entre peuples arabes est impossible, ne serait-ce qu'en raison du fossé séparant les pays du Golfe des autres. Plus encore, il faut accepter l'idée que certains « frères » arabes (le Hamas palestinien et à un degré moindre le Soudan) sont aussi dangereux pour l'Égypte que l'État hébreu. D'autre part, les politiques étrangères des monarchies du Golfe et de l'Iran posent avec acuité la question suivante : les cercles arabe et islamique doivent-ils être supplantés par un cercle arabo-sunnite ? L'intérêt national de l'Égypte doit-elle la conduire à adopter un pan-sunnisme concurrent de celui proposé par la Turquie de l'AKP et les Frères Musulmans ? Doit-elle, au contraire, s'opposer à ce pan-sunnisme et au pan chiisme, porteurs d'une guerre confessionnelle qui risque d'être interminable ? La question corollaire est : l'Arabie Saoudite, qui se pose en leader du sunnisme contre le chiisme, est-elle dans ce cas une puissance amie et protectrice de l'Égypte, ou une concurrente dangereuse pour elle-même et pour ses alliés et clients ?

Notes

¹ On peut considérer qu'il existe deux types d'idéologie. D'une part, celles qui sont un système de mise en ordre, de simplification du réel à des fins perceptuelles et instrumentales, et qui peuvent souvent le déformer, mais qui constituent néanmoins un mode opératoire nécessaire face à la complexité. D'autre part, celles qui se constituent autour d'un grand récit structurant le réel, le sens de l'histoire, et annonçant *la fin* de cette dernière par l'instauration d'une parousie accomplie par une minorité d'élus. Cette autre forme d'idéologie est un mode de lecture du réel qui consiste en la création d'une surréalité, laquelle rend impossible toute communication sincère.

Le poids des idéologies dans les enjeux stratégiques actuels au Moyen-Orient

re avec celui qui n'y croit pas. Elle entretient un rapport très particulier au langage ordinaire en inventant de nouveaux concepts, en vidant tous les autres de leurs sens, le tout dans un dessein souvent totalitaire.

Références bibliographiques

Aclimandos T., 2001, « Nationalisme arabe et nassérisme », in Delannoi G., Taguieff P.-A., 2002, *Nationalismes en perspective*, Berg .

Aclimandos T., 2002, « *Officiers et frères musulmans* », CEDEJ.



LES SPÉCIFICITÉS IDÉOLOGIQUES DE L'ÉTAT ISLAMIQUE DANS L'ESPACE JIHADISTE GLOBAL

DOMINIQUE THOMAS

Chercheur associé à l'IISMM—EHESS

Le salafisme jihadiste reste la matrice idéologique de l'État islamique (EI)

Le courant dit salafiste jihadiste représente le cadre idéologique dominant des groupes jihadistes, qu'ils appartiennent à l'EI ou à la nébuleuse Al-Qaïda. Depuis la naissance de l'État islamique en Irak (EII) en 2006, devenu en 2013 l'État Islamique en Irak et au Levant (EIL), puis prenant finalement l'appellation d'État islamique en 2014, la majorité des actions armées, perpétrées au nom de cette entité, ont été commises par des activistes se réclamant de ce corpus idéologique, utilisant des narratifs classiques du champ de l'islamisme contemporain, tels que ceux de l'unicité (*tawhîd*) ou de l'anathème (*takfir*). En cela, cette matrice idéologique ne constitue pas une spécificité. Elle repose sur trois concepts fondamentaux : le salafisme, le jihad et le *takfir*. Le salafisme reste le modèle de société prônée. Il correspond à une vision de l'islam donnant la primauté des textes juridiques de la première communauté de Médine et des quatre premiers califes dits « Bien Guidés » (622-661). Il s'appuie sur les fondements que sont le Coran et la *sunna* (corpus reprenant les actes et paroles du prophète). Le jihad demeure un moyen d'action pour mettre en place une lutte armée offensive ou défensive, tandis que le *takfir* désigne une manière de se distinguer des autres groupes de l'islam en devenant exclusiviste et totalitaire. Ainsi, si l'EI s'appuie sur un corpus idéologique déjà connu du jihadisme, son interprétation et les conceptions extensives qui en sont faites autour des notions du jihad et du *takfir* confinent un caractère original à la mouvance.

Daech : État ou Califat islamique ?

Sur le plan de la théorie politique de l'État, à l'instar des mouvements islamistes radicaux antérieurs, le salafisme jihadiste, mis en avant par l'EI, appelle à un retour à la communauté originelle de l'islam et à l'instauration du Califat. Il proclame également la rupture avec l'État-nation et toutes les institutions qui le structurent (étant donné qu'il s'agit pour l'EI d'une gouvernance d'inspiration non divine qui s'appuie sur l'utilisation de lois forgées par les hommes). Dans l'esprit des jihadistes, seule la référence aux deux sources du Coran et de la Sunna est donc nécessaire.

Cette entité a fini par adopter en juin 2014 une nouvelle appellation hybride assez originale : État du Califat islamique. L'EI doit très certainement cette centralité de l'État à son histoire irakienne qui a structuré une partie de son ancrage territorial. Outre cette construction innovante généralement réfutée par une grande partie des théoriciens du salafisme jihadiste car elle associe l'État à une nation particulière, la notion même du Califat énoncée par l'EI fait débat au sein même du champ jihadiste. L'instauration du Califat nécessite en effet la mise en place d'une consultation qui soit représentative de la communauté. Sur ce point, la mouvance d'Al-Qaïda reproche à l'EI, dont le leadership est largement composé d'Irakiens, d'avoir proclamé le Califat de manière unilatérale en juin 2014 après la prise de Mossoul. De la même manière, en l'absence de Califat reconnu qui détient l'autorité juridique pour légiférer sur le monde musulman, les allégeances de groupes extérieurs à la Syrie et l'Irak - fief de l'EI ne peuvent revêtir un caractère obligatoire comme l'affirme l'organisation dans plusieurs de ses appels. Al-Qaïda considère que l'EI n'a pas respecté le principe de la territorialité islamique appelé *tamkîn*, et

que, par conséquent, l'EI ne peut accepter des allégeances venant de groupes qui ne sont pas présents sur le territoire qu'il contrôle. Ainsi, pour une grande partie des penseurs historiques du courant salafiste-jihadiste, les conditions générales actuelles concernant le contexte et la situation politiques des musulmans, ne permettent pas l'instauration du Califat selon la méthode prophétique comme le revendique l'EI aujourd'hui. Pour la mouvance d'Al-Qaïda, la constitution d'émirats islamiques locaux doit être la première étape avant une concertation générale pour la création d'un Califat sous l'autorité d'un chef suprême désigné selon un mode de consultation spécifique.

Des notions extensives du jihad et du *takfir*

La notion du jihad dans l'esprit de l'EI est extensive. Il s'agit pour ses partisans d'engager une confrontation avec l'ensemble des ennemis désignés (infidèles, idolâtres et apostats). Pour l'EI, le jihad défensif est resté une obligation individuelle pour tous les musulmans au sens où il convient de protéger la terre d'islam contre les agressions extérieures. La seconde forme, offensive, est une obligation religieuse solidaire qui incombe au Califat et à ses représentants légitimes de le décréter. Elle comprend les aspects du jihad auquel les États du monde musulman sont accusés d'avoir renoncé. Le jihad offensif signifie que les musulmans, contrairement à la notion défensive, ne sont pas dans l'obligation de répondre à une attaque venant du camp ennemi. Ils peuvent lancer une offensive dans le seul but de forcer les populations à accepter le Califat. Cette notion n'a jamais été centrale dans le discours développé par Al-Qaïda, qui a toujours établi comme priorité le concept de jihad défensif même lorsque sa mouvance s'est territorialisée, comme ce fut le cas au Yémen ou au nord Mali.

L'EI adopte également une notion extensive de la lutte contre les apostats (les régimes musulmans et leurs populations qui ne suivent pas la même vision, y compris les sunnites, et *a fortiori* les chiites considérés comme des renégats). Cet aspect se fonde sur la pratique du *takfir*, acte qui consiste à réfuter l'islamité d'une personne ou d'un groupe. Par exemple, lorsque les jihadistes de Daech parlent de renverser les régimes apostats, ils portent l'anathème sur la classe des gouvernants, mais généralisent l'acte à la société dans son ensemble qui soutient cet État. Là encore, des divergences ont profondément fragmenté le champ du jihadisme. Al-Qaïda reproche à l'EI son extrémisme dans la pratique à outrance du *takfir* contre les apostats, estimant que verser le sang de musulmans sunnites en appliquant des procédures extra-judiciaires et sans la mise en place de tribunaux islamiques légitimes, ne peut être accepté en islam. Cela comporte aussi des implications stratégiques sur le terrain. Tandis qu'Al-Qaïda s'est montré beaucoup plus inclusif dans sa gestion territoriale observée en Syrie, au Yémen, en Afrique du Nord et au Sahel, l'EI recherche systématiquement l'hégémonie en éliminant tout adversaire potentiel y compris sunnite sur son territoire.

Une vision messianique au cœur de la représentation du monde

Celle-ci est fondée sur une notion juridique de territoire que suivent tous les mouvements de la doctrine salafiste-jihadiste. Le monde politique se divise en territoires juridiques (*Dar*) et en territoires communautaires (*Bilad*). La notion du *Dar* fait précisément référence aux lois appliquées sur un territoire donné. Ainsi, l'islam se base sur le territoire de l'islam (*Dar al-Islam*), espace où s'applique la souveraineté des lois coraniques. Ce territoire se présente sous la forme d'un Califat ou d'un État islamique qui applique la charia. Il s'oppose au territoire de la guerre (*Dar al-Harb*) sur lequel la loi islamique n'est pas appliquée et qui se trouve inévitablement en conflit

avec le premier. Dans l'esprit de l'EI, le territoire de l'islam est constitué et soumis à une menace extérieure¹.

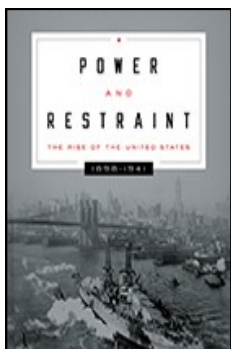
Parallèlement à cette vision, l'EI a cherché à surinterpréter la vision messianique de l'islam que les salafistes adoptent généralement dans leur pensée. Les adeptes de ce courant aiment régulièrement se définir comme les gens de la communauté salvatrice, celle qui suit la tradition prophétique authentique et qui bénéficiera seule de la rétribution divine le jour de l'apocalypse. Outre la référence permanente des jihadistes à la violence sacrificielle (martyr), cette notion est centrale dans le narratif de l'EI. Elle est régulièrement mentionnée comme facteur de motivation, d'exaltation et d'engagement. Elle est basée sur un discours eschatologique qui place la région du Levant (*al-Cham* en arabe) au centre de l'ultime confrontation entre croyants et ennemis de l'islam. Si cette vision est partagée généralement par les autres mouvances du jihadisme, l'EI en a fait un élément central de son discours.

L'EI reste une mouvance profondément structurée par les contours du salafisme-jihadiste tout en adoptant une interprétation extensive de certaines notions clés (État, jihad, *takfir* et messianisme). Ces spécificités sont symptomatiques des divergences récurrentes apparues au sein de la mouvance jihadiste internationale durant les vingt dernières années. Les théâtres historiques précédents, de l'Afghanistan au Maghreb (en particulier à travers le conflit algérien des années 1990), en passant par la péninsule arabique et l'Irak, ont tous été parcourus par des fractures. Certaines étaient idéologiques. D'autres reposaient parfois sur des rivalités de pouvoir au sein de la mouvance. Avec sa montée en puissance, l'EI a profondément transformé le paysage jihadiste avec pour conséquence une bipolarisation entre ses militants et ceux de la nébuleuse d'Al-Qaïda, amenant chaque groupe jihadiste à se déterminer en faveur d'un de ces deux camps.

Notes

¹ Par analogie, la première communauté islamique de Médine correspondait au territoire de l'islam en guerre contre la cité de La Mecque, entre les mains des « idolâtres », qui représentait quant à elle le *Dar al-Harb* conquis en 629.





Jeffrey W. MEISER

Power and Restraint: The Rise of the United States, 1898-1941

Washington DC, Georgetown University Press, 2015.

Jeffrey Meiser, maître de conférence (*assistant professor*) en science politique à l'Université de Portland, contribue au débat sur la politique étrangère des puissances ascendantes par ce livre qui s'intéresse à une période-clé dans l'histoire des États-Unis, la première moitié du XX^e siècle. Plus précisément, Meiser entend expliquer l'apparent paradoxe de la « retenue stratégique » (*strategic restraint*) d'un pays pourtant déjà première puissance économique mondiale depuis les dernières décennies du XIX^e siècle. Pour l'auteur, les États-Unis auraient dû avoir dès cette époque une « grande stratégie » beaucoup plus agressive qu'elle ne l'a été en réalité, et les raisons de cette retenue sont à chercher dans les déterminants structurels – institutions et normes politiques – qui ont agi pour freiner l'expansionnisme américain.

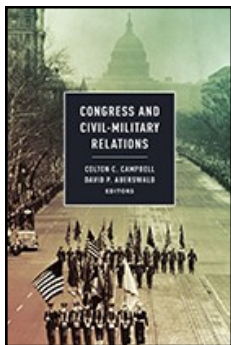
Meiser étudie trente-quatre cas de politique étrangère, concernant les régions Caraïbes, Amérique centrale et Pacifique (Philippines, Hawaï) pour l'essentiel, et démontre soit qu'il n'y a pas eu l'expansion (territoriale) attendue, soit que celle-ci a été rapidement freinée, remise en question ou a provoqué un retour de bâton. Dans la plupart des cas, c'est le Congrès qui a joué un rôle de frein déterminant par ses pouvoirs constitutionnels de ratification des Traités (Sénat), de contrôle du budget (Sénat et Chambre des représentants), et comme relai d'une opinion publique globalement peu favorable à l'aventurisme extérieur à l'exception de la guer-

re contre l'Espagne de 1898 (qui donne lieu aux seules réelles annexions et colonies de l'histoire américaine).

Cette contribution à la littérature sur les puissances ascendantes est particulièrement intéressante au regard des débats actuels sur les puissances « émergentes », et éclaire une période souvent mal comprise et diversement interprétée de l'histoire américaine.

L'un des grands mérites du livre réside d'ailleurs dans ses passages historiographiques, qui rappellent fort utilement les différentes interprétations, parfois opposées, sur cette période de l'histoire des États-Unis. Meiser s'y positionne résolument contre l'école représentée par l'historien Walter LaFeber (*The New Empire*), se plaçant plutôt dans la tradition de « l'empire par inadvertance » (*accidental empire*). On soulignera à cet égard ses développements particulièrement pertinents sur la spécificité américaine que constitue l'impérialisme « privatisé » ou « colonialisme par contrat », où les entreprises privées jouent un rôle décisif ; Meiser l'explique justement par les obstacles politiques intérieurs américains, en particulier institutionnels, qui ont freiné la conquête territoriale et l'expansion politico-militaire des États-Unis. Enfin, le livre éclaire le rôle décisif du Congrès et son influence majeure sur la politique étrangère du pays, différence particulièrement frappante par rapport aux autres puissances majeures (européennes) de l'époque considérée dans ce livre.

Maya KANDEL



David P. AUERSWALD, Colton C. CAMPBELL (dir.)

Congress and Civil-Military Relations

Washington DC, Georgetown University Press, 2015.

Déjà auteurs de l'excellent *Congress and the politics of National Security* en

2012, David Auerswald et Colton

Campbell, tous deux professeurs de stratégie au National War College de la NDU (National Defense University) à Washington, reprennent leur collaboration pour un nouvel opus. Alors que leur précédent livre s'intéressait au rôle du Congrès dans l'élaboration et le contrôle de la politique de sécurité nationale (politique étrangère et politique de défense), cet ouvrage s'attaque à un autre aspect essentiel, le rôle du Congrès américain dans les relations civilo-militaires aux États-Unis.

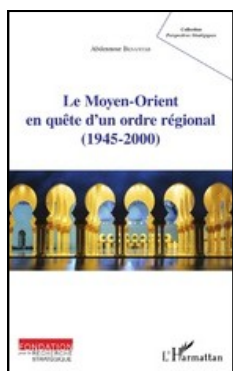
La Constitution américaine accorde en effet une place centrale au Congrès, qui constitue le centre névralgique du lien armée-nation puisque c'est aux seuls parlementaires que revient le pouvoir de lever et entretenir les armées. Ce lien a été à certaines époques renforcé par la présence de nombreux anciens militaires parmi les représentants du peuple (en 1977, 80% des élus du Congrès avaient servi dans les forces armées ; à l'inverse aujourd'hui seuls 20% des parlementaires ont une expérience militaire). Le livre vient ainsi combler une lacune y compris aux États-Unis, en proposant une collection d'essais par des auteurs universitaires (politologues et internationalistes) et praticiens

(travaillant pour des commissions ou pour l'excellent service de recherche du Congrès) sur plusieurs aspects de la relation entre pouvoir civil et forces armées, des nominations aux lois budgétaires et à la surveillance des opérations militaires et des méthodes de guerre.

La seconde partie de l'ouvrage est particulièrement intéressante car elle explore la tension entre intérêts nationaux et intérêts particuliers, tension qui semble omniprésente dans les débats sur la défense et les forces armées américaines, qu'il s'agisse des bases militaires sur le sol américain ou des programmes d'armements. On mentionnera ici également l'article de Charles A. Stevenson sur l'implication du Congrès dans le développement des drones et des capacités cyberoffensives du Pentagone, ainsi que la contribution de Louis Fischer, qui propose une synthèse fort utile sur la non-fermeture de la prison de Guantanamo et le rôle joué par les parlementaires. Enfin, le chapitre de conclusion offre un panorama synthétique des facteurs qui compliquent aujourd'hui l'action du Congrès sur les questions militaires, en premier lieu les divisions partisans mais aussi infra-partisans sur les choix et priorités budgétaires et politiques de la défense américaine.

Maya KANDEL





Abdenmour BENANTAR

Le Moyen-Orient en quête d'un ordre régional (1945 – 2000)

Paris, L'Harmattan, 2015

Abdennour Benantar, ancien professeur d'université en Algérie, est aujourd'hui maître de conférences à l'Université Paris

8. Son livre décrit l'évolution des relations interarabes et régionales durant la seconde moitié du XXe siècle. Il s'intéresse au développement et à l'évolution des institutions et de l'idéologie panarabe. L'hypothèse avancée est que la région arabe connaît une opposition entre deux conceptions de l'ordre régional : une conception nationaliste arabe et une conception géopolitique moyen-orientale. C'est dans cette perspective que l'auteur analyse l'évolution de cette opposition et la normalisation des relations interarabes. L'ouvrage, d'une construction très académique, est divisé en neuf chapitres. Le premier chapitre se distingue par sa nature plus théorique. En effet, il présente les différentes interprétations du concept de Moyen-Orient, ainsi que les caractéristiques du nationalisme arabe. Ce chapitre est utile pour comprendre les rivalités entre les États et entre leurs conceptions de l'espace moyen-oriental. Les chapitres deux à quatre s'intéressent aux rivalités interarabes et à l'opposition entre les deux conceptions arabes et moyen-orientales de l'ordre régional. Il montre comment ces rivalités ont conduit à l'abandon du nationalisme panarabe en faveur d'une conception géopolitique moyen-orientale. A ce titre, il ressort de l'ouvrage que les rivalités entre l'Égypte et l'Irak, ainsi que l'arrivée au pouvoir de Sadate en Égypte ont été une cause importante de l'abandon du panarabisme.

Les chapitres cinq à sept concernent l'impact des deux premières Guerres du Golfe (chapitres cinq et six) et du processus de paix israélo-arabe (chapitre sept) sur le développement de la conception géopolitique moyen-orientale, et les relations entre les pays arabes et non-arabes, notamment Israël. Selon l'auteur, ces événements sont cruciaux dans la dissolution du

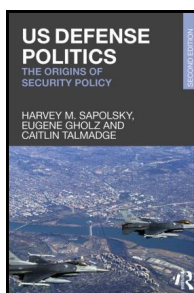
nationalisme panarabe, mettant en lumière les fortes rivalités interarabes.

Enfin, les chapitres huit et neuf portent sur la nouvelle architecture régionale du Moyen-Orient, au partenariat euro-méditerranéen et aux arrangements régionaux de ce « nouveau » Moyen-Orient. Il ressort de ces chapitres que les pays arabes ne sont plus dans une logique d'opposition au sein de l'ordre régional, mais cherchent à trouver la place de l'ordre arabe dans l'espace plus large du « nouveau » Moyen-Orient. L'inclusion d'Israël dans l'espace moyen-oriental reste une source d'inquiétude pour certains pays arabes, qui ont cherché à développer des relations politiques et économiques avec les pays méditerranéens et européens tout en renforçant la coopération interarabe, leur permettant d'affirmer leur identité.

Si la perspective arabe adoptée par l'auteur justifie le peu de place laissée aux puissances régionales non-arabes, Israël est évoquée plus souvent que l'Iran ou la Turquie. De plus, on se questionnera sur le choix d'arrêter l'analyse en 2000 considérant les récents développements de la région.

Bien qu'une bibliographie sélective et une note sur la traduction soient présentes, on peut regretter l'absence d'annexes et le manque de cartes. Au bilan, cet ouvrage reste très intéressant, mettant en lumière le rôle des rivalités interarabes et des conflits régionaux dans l'évolution de l'ordre régional du Moyen-Orient. Il offre une vue d'ensemble des dynamiques interarabes et moyen-orientales.

Corentin LAGUERRE
Assistant de recherche à l'IRSEM



Harvey M. SAPOLSKY, Eugene GHOLZ, Caitlin TALMADGE

U.S. Defense Politics: The Origins of Security Policy

Londres, Routledge, 2014 (2nd édition).

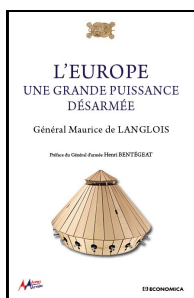
Voici un ouvrage extrêmement utile pour quiconque s'intéresse à la politique de défense des États-Unis et plus particulièrement à la manière dont elle est élaborée. Le titre anglais l'illustre grâce à cette distinction que permet la langue de Shakespeare entre « *policy* », le contenu de la politique de défense, et « *politics* », terme qui désigne les processus politiques de décision et marchandage impliqués dans son élaboration. Les auteurs sont tous trois politologues, spécialistes de politiques publiques en poste dans d'éminentes universités américaines (MIT, Cambridge University ; University of Texas, Austin ; Washington University, Washington DC) et il s'agit de la deuxième édition d'un livre conçu avant tout pour leurs étudiants (de niveau Master minimum).

(l'élaboration de la stratégie nationale, les relations civilo-militaires, le processus d'acquisition, le rôle du Congrès ou encore la gestion des différents services de l'armée, entre autres), contenant chacun une série de questions à discuter et une bibliographie sélective. Le livre propose par ailleurs un indispensable glossaire, un index détaillé et une série de tableaux présentant des statistiques précieuses et à jour (qui vont des effectifs par services à l'organigramme du DoD).

S'il ne propose pas de problématisation inédite, ni d'approche originale de la politique de défense américaine, ce livre synthétique (230 pages) et néanmoins complet constitue une référence indispensable dans la bibliothèque de toute personne travaillant sur les questions de défense des États-Unis.

Maya KANDEL

C'est ce qui explique le caractère de « manuel » de l'ouvrage, avec des chapitres organisés par thème



Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS

L'Europe, une grande puissance désarmée

Paris, Economica, 2015.

Le général de Langlois nous livre dans cet ouvrage le résultat des réflexions qu'il a tirées de ses différentes affectations à Bruxelles et des recherches qu'il a menées à l'IRSEM.

Le livre juxtapose des grands thèmes abordés tour à tour dont le fil directeur est une interrogation sur l'Europe résumée par le titre : l'Europe, une grande puissance désarmée. Clair, précis et bien documenté, ce livre apporte les informations et les comparaisons nécessaires à ceux qui veulent comprendre et analyser la problématique de la construction européenne en matière de défense et de sécurité.

L'exposé des principales étapes de cette construction depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est fort complet et d'une chronologie rigoureuse. Les parties consacrées à la PDSC—Politique de défense et de sécurité commune - fournissent notamment un précieux recensement des actions menées par l'Union.

Un éclairage particulier est mis sur les trois grandes puissances européennes France, Allemagne et Royaume-Uni. La lecture est aisée, la documentation abondante et bienvenue. Le discours manifeste clarté et rigueur. On en retient une réflexion sur la notion même d'Europe que l'auteur estime davantage issue de la

Politiques de défense comparées

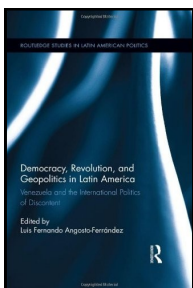
Renaissance et de l'Europe moderne que de l'Antiquité gréco-romaine.

Un dernier chapitre très concis, trop peut-être, examine la position de notre pays et contient des recommandations précises pour relancer l'Europe de la défense. Le constat, étayé sur une analyse exhaustive est sans concession : l'Europe ne consacre pas suffisamment de moyens à sa sécurité. Il conduit l'auteur à développer toute une série de

recommandations, même s'il est sans illusion sur la volonté des responsables à les mettre en œuvre.

Il se termine aussi sur une note d'espoir, qui nuance la sévérité du constat, sans le remettre en cause : il est bien tard, mais pas trop tard pour que l'Europe prenne enfin sa sécurité en mains.

Patrice DABOS



Luis Fernando ANGOSTO-FERRÁNDEZ (dir.)

***U.S. Democracy, Revolution and Geopolitics in Latin America
Venezuela and the International Politics of Discontent***

Londres, Routledge, 2014.

Voici un livre-clé pour quiconque souhaite approfondir les enjeux économiques et politiques du Venezuela à diverses échelles. Autour des questions pétrolières, les contributeurs de l'ouvrage retracent l'évolution des politiques publiques et privées menées avant, pendant et après les mandats d'Hugo Chavez.

Ce sont d'abord les caractéristiques économiques du pays, à une échelle internationale, puis régionale, qui sont étudiées et mises en lien avec la vision bolivarienne du continent sud-américain et du monde de Chavez. Sa « Révolution bolivarienne » révèle ainsi des ambitions à la fois intérieures, mais aussi extérieures. Si les partenariats avec les États voisins, à travers des initiatives telles que la CELAC ou Petrocaribe, démontrent une coopération « sud-sud », il ne faut pas oublier que les directives sont aussi portées par une idéologie régionaliste, opposée au panaméricanisme prôné par les États-Unis. Les

contributeurs analysent également le populisme de Chavez, qui s'est traduit par une manipulation des médias, de l'opposition, et de son électorat - notamment des indigènes, catégorie importante en Amérique latine car symbole des minorités. De même, les problèmes d'insécurité urbaine et de violence sont évoqués, car ils viennent perturber l'image idyllique bolivariste d'une grande nation dont le développement économique repose sur une rente pétrolière.

Ainsi, les auteurs interprètent très justement le lien entre les ressources importantes du pays et la façon dont Chavez oriente sa politique économique pour développer son État, en marge de son influence envers la corruption qui sclérose le pays en interne. Cet ouvrage permet donc de comprendre les dynamiques multiples qui ont ralenti le développement du Venezuela et le résultat des élections législatives de décembre 2015.

Clarisse DUMAZY



Florian FIZAINE

Les métaux rares : opportunité ou menace, enjeux et perspectives associés à la transition énergétique

Paris, Technip, 2015.

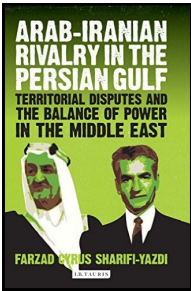
L'ouvrage de Florian Fizaine, récemment paru dans la collection « géopolitique » des éditions Technip s'intéresse à un sujet fort original et éminemment stratégique, les métaux rares et leur place au sein des technologies d'énergies renouvelables.

Bien peu d'ouvrages s'étaient jusqu'alors aventurés sur ce thème complexe au confluent des domaines géopolitique, économique et technologique. Issu des travaux de la thèse en économie de l'auteur, le livre est fortement marqué par cette dimension qui en rend la lecture ardue pour les non-spécialistes. Toutefois, au-delà de cet aspect compréhensible eu égard au sujet et à l'origine de l'ouvrage, il se révèle particulièrement intéressant pour comprendre les grands enjeux du secteur des métaux en général et des métaux rares en particulier. Ces derniers qui sont de plus en plus importants dans l'industrie des pays émergents et occidentaux deviennent un enjeu de puissance, comme l'a montré la stratégie chinoise vis-à-vis des terres rares. Ces mêmes métaux (terres rares, cobalt, molybdène, lithium, etc.) sont au cœur des enjeux énergétiques puisqu'ils sont l'un des principaux composants des énergies renouvelables, comme c'est le cas, par exemple, du néodyme, indispensable aux éoliennes. Au cours des huit chapitres de l'ouvrage, l'auteur balaie successivement les questions de transition énergétique, du rôle des métaux rares dans ces derniers, de l'organisation des échanges de ces mêmes métaux rares et de leur position particulière par rapport aux autres ressources naturelles. Le livre de Florian Fizaine est particulièrement complet sur ces aspects et apporte d'intéressants éclairages sur les mécanismes de marché et la volatilité des prix des différentes ressources.

Il faut néanmoins retenir que l'ouvrage s'inscrit dans une optique bien plus économique que réellement géopolitique. En effet la partie proprement « géopolitique » est très limitée en volume – un chapitre sur huit soit environ quinze pages – et même en profondeur d'analyse. La Chine est souvent évoquée mais sans réellement entrer dans son système de décision économique-politique interne, dans le rôle de ses entreprises et leur projection internationale. D'autres pays sont très brièvement mentionnés comme le Brésil ou la Russie mais, là aussi, sans prendre la mesure ni de leurs stratégies, ni de leurs leviers d'actions. Des cas célèbres existent pourtant comme celui des miniers russes sous contrôle étatique, à commencer par VSMPO-AVISMA, fournisseur incontournable de titane de qualité aéronautique. De la même manière, les questions géoéconomiques liées à la transition énergétique ne peuvent se résumer à une dichotomie gagnant/perdant en regard de la rente hydrocarbures.

Les diverses options et stratégies mises en place par les clients et les fournisseurs auraient mérité un traitement en profondeur car entre un fabricant chinois d'éoliennes et son concurrent européen, les positions sont bien différentes. De fait l'ouvrage se révèle particulièrement faible sur cet aspect pourtant fondamental avec un cahier couleur qui, s'il a le mérite d'exister, n'apporte pas les informations que l'on attendrait d'un support cartographique abouti.

Nicolas MAZZUCCHI



Farzad Cyrus Sharifi-Yazdi

Arab-Iranian rivalry in the Persian Gulf, Territorial Disputes and the Balance of Power in the Middle East

Londres, I.B. Tauris, 2015 .

Farzad Cyrus Sharifi-Yazdi a obtenu son doctorat en géopolitique, territoire et sécurité au King's College de Londres en 2009. Le présent ouvrage élargit le sujet initial de sa thèse intitulée « Rationalising the territorial imperative : the conduct and politicisation of Arab-Iranian territorial disputes, 1957-1969 ». L'Iran est très certainement un pays auquel l'auteur s'est intéressé en profondeur, puisqu'il apportait déjà sa contribution en 2006 au livre de Pirouz Mojtahed-Zadeh, *Boundary Politics and International Boundaries of Iran*, paru aux éditions Universal Publishers.

Farzad Cyrus Sharifi-Yazdi aborde la question des rivalités arabo-iraniennes à travers l'analyse de trois différends : les revendications iraniennes sur Bahreïn, la délimitation de la frontière avec l'Irak dans le Shatt al Arab et la souveraineté sur les îles d'Abu Musa et Tombs disputée avec les Émirats arabes unis. Pour traiter ce sujet, il étudie la période allant de 1957, année qui voit le regain d'intérêt de l'Iran pour Bahreïn et une intense politisation de ce litige, à 1969, au moment d'une crise importante entre l'Irak et l'Iran dans le Shatt al Arab. Cette délimitation chronologique n'est pas commune, puisqu'il est souvent admis que les prétentions hégémoniques de l'Iran, et donc les rivalités de pouvoir entre Iraniens et Arabes, se manifestent au moment du retrait britannique du Golfe en 1968. Selon l'auteur, ce choix est pourtant pertinent dans la mesure où c'est à ce moment que se sont établis les schémas selon lesquels ces controverses ont été menées par la suite.

Le livre est divisé en huit chapitres. Le chapitre d'introduction délimite le sujet et les objectifs de l'ouvrage et présente la solide méthodologie adoptée. Le second chapitre est l'occasion pour l'auteur d'introduire les concepts clés lui permettant de traiter des problématiques territoriales. Il explique notamment

la notion de prestige telle que conçue par Morgenthau. Les chapitres trois et quatre brossent respectivement l'évolution des tensions au sujet de Bahreïn, Abu Musa et Tombs d'une part, et du Shatt al Arab d'autre part. Le chapitre suivant détaille le développement des disputes étudiées sur la période définie en introduction. Les chapitres six et sept se focalisent sur des éléments décisifs, en particulier le retrait britannique, ayant eu une influence sur la géopolitique du Golfe en 1968 et en 1969.

Farzad Cyrus Sharifi-Yazdi parvient à démontrer plusieurs éléments. Tout d'abord, les conflits décrits ne sont pas les causes, mais bien les symboles de la rivalité arabo-iranienne pour l'hégémonie dans le Golfe Persique, dans le contexte du déclin britannique. Au rythme de la politisation des dissensions, des sentiments anti-iraniens et anti-arabes se sont développés de part et d'autre. Par ailleurs, la forme et la nature des querelles ont été influencées par des politiques concurrentes de prestige (entre l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Irak et l'Égypte), qui ont une fonction extérieure de représentation du pouvoir face à ses rivaux et une fonction domestique de légitimation des régimes et de détournement de l'attention populaire face aux problèmes internes. L'auteur remarque à ce propos que les désaccords touchants au rationnel et à la stratégie, tels que ceux qui ont pu opposer l'Arabie Saoudite et l'Iran dans les années 60, font souvent l'objet de coopération. Au contraire, les tensions et rivalités se cristallisent autour de contentieux très politisés, mais présentant finalement peu d'enjeux, à l'image de la contestation sur Bahreïn.

Cet ouvrage est très bien structuré. Construit en entonnoir et allant donc des considérations les plus générales au plus spécifiques, il est véritablement pédagogique. L'auteur nous offre des démonstrations point par point, dans des chapitres découpés en plusieurs parties qui rythment l'argumentaire. Chacun

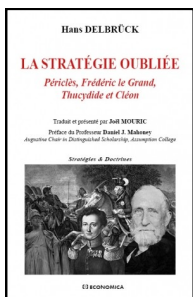
Pensées stratégiques comparées

se termine par une conclusion qui facilite la compréhension du raisonnement. Il s'agit d'un travail très académique, dans le bon sens du terme. L'analyse est poussée et détaillée, mais la rigueur et le style de Farzad Cyrus Sharifi-Yazdi permettent de suivre aisément l'évolution de la thèse, de l'introduction à la conclusion. Les notes de bas de page, une importante bibliographie, ainsi que trois annexes soigneusement sélectionnées (un tableau comparatif des capacités militaires des principaux pays du Mashreq, le Traité de 1937 entre l'Irak et l'Iran et l'Accord de coopération

conclu entre les États-Unis et l'Iran en 1959) apportent de la consistance et beaucoup de matière à un ouvrage déjà très riche. Toutefois, l'exclusion chronologique de la révolution islamique de 1979 et de la guerre Iran-Irak de 1980-88 est regrettable. Ces événements sont en effet abordés de façon marginale, ce qui contraste avec leur influence fondamentale sur les clivages entre Arabes et Iraniens et la géopolitique actuelle.

Alice JACQUES

Assistante de recherche



Hans DELBRÜCK

La Stratégie oubliée. Périclès, Frédéric le Grand, Thucydide et Cléon

Paris, Economica, 2015.

On connaît la distinction classique opérée par Hans Delbrück à propos de la conduite de la guerre entre la stratégie d'usure et la stratégie d'anéantissement.

S'appuyant sur une note inédite de Clausewitz, la distinction de Hans Delbrück et surtout la relecture qu'il fait de la stratégie de Frédéric le Grand avait conduit à la célèbre querelle des stratèges. L'œuvre de Delbrück revêt donc une importance considérable pour ceux qui s'intéressent aux questions théoriques sur la conduite de la guerre. Jusqu'ici Delbrück était surtout connu grâce aux travaux de Raymond Aron. Son ouvrage principal, Histoire de l'art de la guerre dans le contexte de l'histoire politique (4 volumes, 1900-1920) a été

traduit en anglais et en russe, mais jamais en français. Ce n'est pas cet ouvrage-ci que nous offrent les éditions Economica et la coll. Stratégies et doctrines, mais son premier grand ouvrage d'histoire militaire La Stratégie de Périclès, expliquée par la stratégie de Frédéric le Grand (1890) traduit pour la première fois en français.

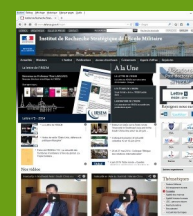
C'est un livre essentiel pour bien comprendre les ressorts de la stratégie antique, moderne ou contemporaine, mais aussi un ouvrage indispensable du point de vue épistémologique à tous les historiens militaires pratiquant comme Delbrück la Sachkritik c'est-à-dire l'analyse critique des faits.

LCL Jérôme DE LESPINOIS

Retrouvez...

Les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

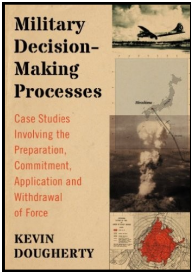
www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

Linked in



Kevin DOUGHERTY

***Military Decision-Making Processes:
Case Studies Involving the Preparation, Commitment, Application and Withdrawal of
Force***

Jefferson, McFarland, 2014.

Les ouvrages sur la prise de décision en politique étrangère et notamment ceux qui examinent comment sont décidées les interventions militaires ne manquent pas. Le livre de Kevin Dougherty présente toutefois la singularité et l'avantage considérable de proposer une synthèse illustrée d'études de cas des modèles d'analyse des processus décisionnels. L'auteur de l'ouvrage est un ancien militaire de l'armée de terre américaine qui enseigne à l'école militaire de *Citadel* à Charleston en Caroline du Sud.

Les chapitres sont construits selon une structure identique : une courte présentation du modèle analysé suivie de trois exemples de décisions d'intervention militaire empruntés à l'histoire des États-Unis illustrant le modèle et, pour terminer, un questionnement sur l'utilité et les limites du modèle examiné.

Huit modèles théoriques sont passés en revue. Le modèle de l'acteur rationnel, qui considère le décideur comme un acteur qui prend des décisions optimales, dispose de toutes les informations et décide selon un calcul coût/avantage. Le modèle de l'acteur rationnel peut, par exemple, expliquer la décision du président Bush de mettre fin à l'opération *Desert Storm* en 1991. Il s'est strictement borné à ce qu'autorisait la résolution de l'ONU et à ce qui avait été promis aux alliés arabes entrés dans la coalition : se contenter de libérer le Koweït et ne pas s'aventurer à destituer Saddam Hussein, comme certains le lui conseillaient. Ce modèle, a été beaucoup critiqué parce qu'il ne rend pas compte de la manière dont se prennent les décisions dans la réalité où les préférences des acteurs ne sont pas données une fois pour toutes. Ce modèle laisse de côté, par exemple, la dimension psychologique, que la *prospect theory*, ou théorie des perspectives, prend en compte. Un décideur qui se perçoit gagnant est moins enclin à prendre des risques qu'un décideur qui se

perçoit dans un contexte qui lui est défavorable, qui en prendra plus facilement.

La théorie polyheuristique tente une intégration des variables cognitives et rationnelles. Dans un premier temps, le décideur simplifie le problème en usant de raccourcis cognitifs, (*heuristics*) qui l'aident à éliminer toutes les solutions dont le coût serait politiquement inacceptable. Puis, il décide parmi les solutions restantes, comme le fait un acteur rationnel. Le modèle polyheuristique est illustré, entre autres, par la décision prise par le président Johnson de mettre fin à l'escalade militaire après l'offensive du Tet pendant la guerre au Vietnam. Ce dernier avait le choix entre quatre options et il a d'abord éliminé celles qui selon lui, présentaient trop d'inconvénients au plan de la politique intérieure, puisque son objectif était avant tout d'être réélu. C'est ainsi que ne fut pas examinée la proposition du général Westmorland d'accroître encore le nombre de troupes au sol, du fait de son coût fiscal et de l'impopularité croissante de la guerre au sein de l'opinion publique américaine.

A son tour, ce modèle a été discuté car il s'applique essentiellement aux décisions prises par un acteur qui a l'autorité et le pouvoir de prendre, en dernier ressort, la décision tout seul. Le modèle bureaucratique répond quant à lui aux cas où les décisions résultent de marchandages et de négociations entre différents segments organisationnels dont les intérêts ne sont pas convergents, même s'ils concourent à la même politique publique. L'un des cas qui éclairent ce modèle est relatif à la lutte entre le département d'Etat avec à sa tête George Shulz et le département de la défense dirigé par Caspar Weinberger, au moment de la mise en place de la force multinationale de maintien de la paix à Beyrouth en 1982. Weinberger était opposé à la participation de troupes américaines au déploiement de la deuxième force multinationale en raison de sa conviction que les troupes américaines ne devaient

intervenir que lorsque les intérêts des États-Unis étaient en jeu et uniquement après que tous les outils diplomatiques aient été utilisés. Comme il considérait que ces conditions n'étaient pas remplies au Liban, il s'opposait à l'envoi de troupes américaines. Shulz estimait, quant à lui, que la diplomatie fonctionnerait mieux si cette force d'interposition était mise en place. Leurs conceptions de l'emploi de la force divergeaient totalement. Aucun de camps n'obtint entière satisfaction. La décision fut un compromis qui rendit la position de la force multinationale intenable.

Quand les décisions doivent être prises dans un délai court qui n'autorise pas de tels marchandages, c'est le modèle organisationnel qui peut aider à expliquer la prise de décision. Les organisations sont routinières et développent des procédures qui leur permettent de prendre des décisions rapidement en s'appuyant sur leurs pratiques antérieures.

Le modèle du petit groupe, qui se rapproche de celui du *Group Think* développé par Ervin Janis concerne les décisions prises au sein de comités restreints, dont les membres se connaissent et dont les modes de pensées

se renforcent les uns les autres. Ce phénomène concerne surtout les décisions politiques prises à haut niveau, comme celles prises par le Président entouré des membres de son conseil de sécurité. La théorie des élites insiste sur les ressources de pouvoir dont disposent certains groupes qui agissent plus pour défendre leurs intérêts qu'au nom de l'intérêt général.

Le modèle pluraliste, enfin, prend le contrepied du précédent en postulant qu'aucun groupe, aussi puissant soit-il, ne peut imposer ses préférences et que les décisions sont le reflet des marchandages entre les différents groupes.

L'auteur insiste sur le fait qu'aucun modèle d'analyse ne peut prétendre à lui seul, expliquer un processus décisionnel aussi complexe qu'une décision d'intervention militaire. Il n'a d'autre ambition que de livrer au lecteur un panorama des théories disponibles et des exemples pour rendre le modèle plus palpable. Il y réussit fort bien.

Barbara JANKOWSKI

Retrouvez...

Les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

LinkedIn

Delphine ALLES, responsable du programme « religion et conflits »

- Son ouvrage [Transnational Islamic Actors and Indonesia's Foreign Policy](#) a été publié aux éditions en décembre 2015.
- Conférence: Présentation du livre *Transnational Islamic Actors and Indonesia's Foreign Policy. Transcending the State* (Routledge 2015), INALCO, 15 janvier 2016
- Co-direction de numéro de revue : « [El Sur y el multilateralismo](#) », avec Elodie Brun et Mélanie Albaret, *Foro Internacional*, n°1(222), Janvier-Mars 2016. [Les Suds et le multilatéralisme]
- Article: « [Los sistemas de protección de derechos humanos en los países del Sur: una mirada a las interacciones entre multilateralismo global y regional](#) » avec Clara Egger, *Foro Internacional*, n°1-222, Janvier-Mars 2016. [La protection des droits humains dans les pays du Sud: une analyse des interactions entre multilatéralisme global et régional].

Flavien BOURRAT, responsable du programme « armées et appareils de sécurité dans le monde arabe »

- Article « [Tunisie : les changements, c'est maintenant ?](#) », dans le hors-série de la revue Alternatives économiques, CERI, janvier 2016.

Fatiha DAZI-HENI, responsable du programme « politique de sécurité et de défense des monarchies de la péninsule arabique »

- Participation à l'émission Affaires étrangères sur France Culture, sur le thème: « [Arabie Saoudite : le royaume fragile](#) », le 9 janvier .
- Participation à l'émission du Grain à moudre sur France Culture, sur le thème: « [Peut-on être ami avec l'Iran ET l'Arabie Saoudite ?](#) », le 13 janvier .
- Article « [Que change au Moyen-Orient la nouvelle diplomatie du roi Salman ?](#) », dans le n° 29 de la revue Moyen-Orient.
- Participation à la conférence organisée par l'IREMMO, en écho à la sortie du magazine Moyen-Orient, sur le thème: "Arabie Saoudite: enjeux régionaux et sociétaux", le 20 janvier.

Maya KANDEL, responsable du programme « mutations de la puissance américaine »

- Parution de son article sur les Etats-Unis, dans le numéro spécial d'Alternatives Economiques réalisé avec le CERI « [Quel monde en 2016 ?](#) ».
- Intervention sur « le leadership américain face aux crises internationales » lors de la Conférence annuelle de l'IFRI sur les Etats-Unis le 20 janvier.
- Intervention sur le thème « quel héritage pour la politique étrangère d'Obama », au CERI le 26 janvier.
- Intervention sur « les républicains et la politique étrangère » lors d'une journée d'études sur les primaires américaines à l'IEP de Lyon le 4 février.

Chantal LAVALLEE, post-doctorante

- Chantal Lavallée était discutante lors d'un petit déjeuner consacré au thème: « [Quelle défense pour l'Europe ? Regards croisés franco-allemands](#) », le 8 janvier.

Publications de nos chercheurs

Sonia LE GOURIELLEC, chargée d'études

- Elle a donné une conférence dans le cadre de la 202^e session régionale de l'IHEDN, à Lille, sur le thème : « Corne de l'Afrique et enjeux sécuritaires », le 4 décembre.
- Elle a organisé un petit déjeuner autour de Ronald Hatto le 11 décembre dans le cadre de la parution de son ouvrage sur 'Le maintien de la paix. L'ONU en action'.
- Le premier petit déjeuner de l'année 2016 s'est tenu le 8 janvier autour de Corentin Cohen : "Imaginaire et sociologie de Boko Haram ».
- Elle a publié un article dans The conversation sur les relations entre la Chine, l'Ethiopie et Djibouti : "[Djibouti, un amour de Chine](#)".
- Elle a participé à l'émission Débat du jour sur RFI le 21 décembre : "[Peut-on aider financièrement l'Erythrée à combattre la pauvreté ?](#)"
- Elle a donné une interview à RFI sur la situation à Djibouti le 22 décembre. « [Répression policière à Djibouti: au moins 25 morts, selon l'opposition](#) ».

LCL Jérôme de LESPINOIS, chargé d'études

- Il est intervenu dans le cadre du master "Cyber sécurité" de l'université Rennes 2 et des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, le 25 novembre.
- Il a pris part, au jury de thèse de Jean-Charles Foucrier, intitulée « Le « Transportation plan » : une histoire des bombardements alliés sur la France en 1944 » à l'université Paris-Sorbonne, le 30 novembre.

Nicolas MAZZUCCHI, chargé d'études

- Il a publié deux articles dans le numéro 33 des cahiers de la sécurité et de la justice : « Au-delà des turbulences du marché, la relation énergétique Chine-Arabie Saoudite pourrait marquer l'émergence d'un partenariat plus global » et « L'exploitation des gaz et pétrole de schiste en Europe centrale et orientale (Pologne, Ukraine, Bulgarie) constitue-t-elle une alternative crédible aux approvisionnements en hydrocarbures russes ? ».
- Il a également signé trois contributions au [rapport Vigie 2016 de Futuribles](#) : « puissance croissante des grandes entreprises du numérique », « multiplication des politiques de transition énergétique et sécurité des approvisionnements » et « la fin du pétrole cher ? ». Il a participé au colloque de restitution du rapport sur la transformation des acteurs globaux, organisé par Futuribles, le jeudi 14 janvier.
- Publication d'un article dans le n°77 de Géoéconomie écrit avec O. Kempf et intitulé : « cyber et intelligence économique ».
- Intervention dans l'émission *On va plus loin* de Public Sénat, sur le thème : « Pétrole, l'arme géopolitique ».
- Intervention dans le journal de 7h sur la Radio télévision suisse, au sujet des conséquences pour le marché du gaz naturel liquéfié de l'exportation de ce GNL par les Etats-Unis, le mercredi 20 janvier.

**Céline MARANGÉ, chargée d'études**

Céline Marangé a organisé deux 2 petits-déjeuners :

- Le premier a porté sur le thème : « Quelle défense pour l'Europe ? Regards croisés franco-allemands », et s'est tenu le 8 janvier.
- Le second a traité de « La guerre en Ukraine : quel rôle pour les acteurs non étatiques ? », et a eu lieu le 22 janvier.

Publications de nos chercheurs

Christophe-Alexandre PAILLARD, directeur du domaine « armement et économie de défense »

- Il a préparé, en coordination avec l'Institut des Amériques, un séminaire qui s'est tenu le 14 décembre à l'IRSEM sur l'Amérique latine et sa défense.
- Il a publié un article pour la revue DEFIS de l'INHESJ intitulé: « Conflictualité et géoéconomie des ressources ».
- Il participera à un cycle de conférences fin janvier à l'Ecole de Guerre économique sur l'économie brésilienne.

CF Marianne PERON-DOISE, chargée d'études

- Article « Le Machiavel nord-coréen reste maître du jeu », dans l'Opinion, le 7 janvier 2016.

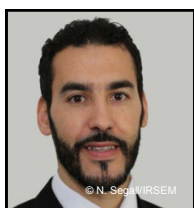
LCL Arnaud PLANIOL, chargé d'études

- Communication sur « le harcèlement et les violences à caractère sexuel dans les armées américaines » dans le cadre de journées d'étude consacrées à "La guerre et les femmes", organisées par M. Jean Baechler et Mme Marion Trévisi, les 13 et 14 janvier.

Pierre RAZOUX, chercheur et directeur du domaine « pensées stratégiques comparées »

- Il est intervenu à l'IRIS, sur « Les frontières Sykes-Picot sont-elles mortes ? » le 25 novembre, à Paris.
- Il a pris part à la réunion CHANCOM des chefs d'état-major de la marine des pays du flanc nord de l'OTAN, à l'invitation de l'Amiral Rogel (CEMM), sur « Quels enjeux pour le flanc Sud de l'OTAN ? », le 26 novembre à Brest.
- Il a donné une conférence sur « Les nouveaux enjeux géopolitiques en Méditerranée », au profit du commandement ALFAN de la Marine nationale, le 30 novembre 2015 à Hyères.
- La rédaction du journal de 12 heures de RMC l'a également invité pour évoquer la destruction de l'avion russe à la frontière turco-syrienne, le 24 novembre 2015.
- L'ouvrage « La guerre Iran-Irak » de Pierre Razoux recevra le prix 2016 du meilleur ouvrage d'histoire militaire, lors de la réunion annuelle de la *Society for Military History* à Ottawa.

Publications de nos chercheurs

**Elyamine SETTOUL, post-doctorant**

- Elyamine Settout a été interviewé par *Voice of America* pour l'article « New Party campaigns to give French muslims a voice », le 4 décembre 2015.
- Il a également été interrogé pour le magazine *Deutsche Welle*, dans « In French elections, clashing visions of Muslim identity ».
- Il a publié un article dans la revue *Lien Social et Politiques*, « [Classes populaires et engagement militaire : des affinités électives aux stratégies d'insertion professionnelle](#) ».
- Il a participé à l'émission *Cultures d'islam*, sur France Culture, sur le thème: [L'énergie musulmane](#).
- Il a donné une interview pour le site d'information Saphir News, intitulée: « [Avec la radicalisation, la religion est revendiquée, mais inexistante](#) »
- Il a co-organisé avec le professeur Balzacq un petit-déjeuner sur le thème : « Parcours de djihadistes : Radicalisation et contre-radicalisation en Europe », avec comme invités Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'EHESS, et Peter Neumann, Professor of Security Studies au King's College London.

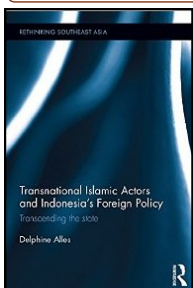
Benoît DE TREGLODE, responsable du programme « équilibres stratégiques et politiques de défense en Asie »

- Il a préparé avec l'Académie diplomatique du Viêt Nam un séminaire conjoint, avec la participation, côté français, de chercheurs de l'IRASEC et le CEFC sur le thème « La Chine au tour de la mer de Chine méridionale », mercredi 6 janvier, à Hanoi.
- Il organise avec l'institut ASAN à Séoul un séminaire conjoint consacré aux équilibres stratégiques en Asie.

Océane ZUBELDIA, chargée d'études

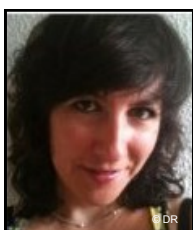
- Elle a rédigé l'article « Drones et infrastructures énergétiques : plus qu'un projet un nouvel outil », paru en janvier, dans la revue *les Cahiers de la Sécurité* de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

Ouvrage publié



Delphine ALLES vient de publier un ouvrage aux éditions Routledge, intitulé: « **Transnational Islamic Actors and Indonesia's Foreign Policy: Transcending the State** ».

Jeunes chercheurs

Elda NASHO, jeune chercheuse rattachée à l'IRSEM, a soutenu sa thèse en science politique le lundi 7 décembre

2015 à 13h00 à Sciences Po Grenoble. Elle se nomme « Une communauté de sécurité en Europe? L'exemple des Balkans occidentaux ». Les membres du jury sont Sabine Saurugger (IEP de Grenoble), Dario Battistella (IEP de Bordeaux), Frédéric Ramel (IEP de Paris), Dorota Dakowska (Université Lyon II), Wolf-Dieter Eberwein (professeur des universités associé à la retraite, Président de VOICE).

LA LETTRE de l'IRSEM

Où que vous soyez,
accédez à tous les numéros...

www.defense.gouv.fr/irsem
Publications > Lettre de l'IRSEM



<p>Coordination : Caroline Verstappen</p>	<p>Directeur scientifique : Thierry Balzacq</p>	<p>Édition : Olivia Ronsain</p>	<p>Webmestre : Nicolas Segall</p>	<p>Ministère de la Défense IRSEM École militaire 1, place Joffre - Case 38 75700 Paris SP 07</p>	
--	--	--	--	---	--